

Décret d'État d'Urgence du Patrimoine Culturel

Écrit par Olga Woolfson Touma
Mardi, 23 Novembre 2010 11:56 -

Le 21 décembre 2007, le Président de la République, Rafael Correa Delgado, a signé le Décret Exécutif 816, à travers lequel le Secteur du Patrimoine Culturel a été déclaré en état d'urgence. 33 666 000 dollars ont été attribués à l'entreprise de récupérer, protéger et répertorier l'inventaire patrimonial.

Le Ministère de Coordination du Patrimoine Naturel et Culturel, à travers l'Unité de Gestion de l'État d'Urgence Patrimoniale a été chargé d'exécuter les actions du Décret d'État d'Urgence dans les 24 provinces du pays, à partir de trois axes d'action:

1. Dotation de Systèmes de Sécurité pour les Biens à Risque;
2. Création du Système National de Gestion des Biens Culturels;
3. Diffusion et Sensibilisation citoyenne pour la mise en valeur du patrimoine.

L'Unité de Gestion pour les activités de coordination et suivi des projets a conformé une équipe pluridisciplinaire de techniciens: architectes, restaurateurs, historiens, archéologues, anthropologues, ingénieurs, avocats et personnel d'administration financière.

Une partie importante du travail de l'Unité de Gestion de l'État d'Urgence a été l'"Inventaire National des Biens Culturels". La réalisation du travail de terrain a été assurée par environ mille professionnels des universités: Andina Simón Bolívar, Técnica de Ambato, de Cuenca, ESPOL, INPC d'Azuay et des institutions telles que Corporation Musicologique Équatorienne, Corporation du Centre de Recherches Photographiques et le Conseil National de Cinématographie.

Au cours de cette année 2009, l'Unité de Gestion remettra à l'INPC les résultats du Décret de l'État d'Urgence Patrimoniale, dont les rapports finaux correspondent aux axes d'action mentionnés.

Le transfert d'information consistera en:

- a) Un inventaire d'environ 80.000 registres de biens: immatériels, meubles, immobiliers, archéologiques et documentaires (filmique, photographique, sonore, bibliographie d'archives), qui contribuera à la création du Système de Gestion de Biens Culturels.
- b) Études et rapports d'intervention sur des biens meubles et immobiliers, qui forment 299 conteneurs protégés par des ensembles de sécurité électronique (musées, églises, archives, bibliothèques); 92 bâtiments récupérés et environ 250 biens artistiques, - dont quelques-uns font partie des biens immobiliers récupérés.
- c) Des propositions de plans de gestion et d'évaluation de l'état de conservation du patrimoine documentaire.

Décret d'État d'Urgence du Patrimoine Culturel

Écrit par Olga Woolfson Touma
Mardi, 23 Novembre 2010 11:56 -

L'Unité de Gestion de l'État d'Urgence a également négocié des accords sur la durabilité des oeuvres intervenues; elle a impulsé la création de la Police Patrimoniale et aux côtés de l'INPC, elle a récupéré 168 pièces archéologiques sorties du pays de façon inégale.

Olga Woolfson Touma (Architecte)
Directrice de l'Unité de Gestion de l'État d'Urgence du Patrimoine Culturel